

# NAISSANCE ET AVATARS DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Jean **CARLIER\***

“Sous les pavés, la plage” est l’un des célèbres slogans des étudiants contestataires de mai 68. “Sous le béton, la terre” ou même “... la Terre” avec une majuscule, reste aujourd’hui et restera demain, une image très différente des revendications des écologistes depuis une génération. Ces deux citations confirment avant même d’aborder ce bref chapitre d’Histoire contemporaine, qu’on a tort de croire encore parfois, que les émeutiers coupeurs d’arbres du boulevard Saint-Michel sont à l’origine des mouvements écologistes. Seul point commun, le besoin de “changer la vie” a simplement poussé quelques orphelins de l’espoir mort-né de mai 68 à prendre en marche le train “vert” déjà parti sans eux.

Il y a une trentaine d’années, c’est d’abord la politique qui s’intéresse à l’écologie avant que s’inverse le phénomène. A l’écologie, mais sans la nommer, car beaucoup ont oublié ce mot resté depuis un siècle dans la semi-clandestinité des laboratoires. Avec la première loi sur la gestion de l’eau en 1964 et la création des parcs naturels nationaux en 1960 et régionaux en 1967, s’amorce un aménagement moins destructeur du territoire dont l’urgence s’impose à certains décideurs. Malheureusement toute protection de la Nature apparaît vite aux prédateurs professionnels comme une valeur ajoutée qui favorise l’exploitation de ce nouveau label. Aussitôt un industriel du tourisme de neige s’attaque au premier en date des parcs nationaux, le massif de la Vanoise où il annonce la construction de quelques tours de béton pour commencer. S’ensuit un raz-de-marée de protestations que ce “réaliste” n’a pas prévu : vigoureux, massif, touchant tous les publics et toutes les régions de l’hexagone. Une pétition lourde de 350 000 signatures finit par sauver la Vanoise et par la même occasion, les autres parcs naturels qui sans cela, auraient pu être menacés à leur tour. Imprévues aussi, d’autres conséquences immédiates ou à très longue échéance, de ce grand chambardement d’opinion sur un prétexte inéduit, apparemment désintéressé. Deux créations simultanées en janvier

\*Ass. des journalistes  
de la Nature  
et de l’Environnement  
Espace Hérault  
8, rue de la Harpe  
75005 Paris

1969 : d'abord une Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature (FFSPN) devenue depuis France-Nature-Environnement (FNE) qui annonce aujourd'hui 800 000 adhérents membres de 170 associations fédérées. Et fondation dans la foulée, de l'AJEPN (Association des Journalistes et Écrivains pour la Protection de la Nature) pionnière qui en 26 ans a changé deux fois de titre. En 1971, la victoire de la Vanoise dont elle est née, l'incite à ajouter le mot "Environnement" à "Nature" pour souligner la globalité des problèmes : l'association devient l'AJEPNE. Beaucoup plus tard, fin 1981, elle décide d'afficher clairement le mot "écologie" et elle devient les JNE (association des Journalistes-Ecrivains pour la Nature et l'Écologie). Cette évolution indique chez ses 300 membres, la volonté de témoigner des événements d'un siècle en perpétuel devenir, pour le meilleur et pour le pire. Dernière démarche, les JNE viennent de fonder avec des journalistes d'une cinquantaine de pays différents, la FIJE (Fédération Internationale des Journalistes de l'Environnement). Fondation faisant suite à une adhésion à l'association "Reporters sans frontières", bastion de la lutte internationale pour la liberté de la presse. Cette évolution peut être observée ailleurs dans les faits et les mots : 1970 est l'Année Européenne de la Protection de la Nature et dix-sept ans plus tard, 1987 l'Année Européenne de l'Environnement. En 1972, l'ONU organise à Stockholm, en 1992 à Rio de Janeiro, la Conférence Mondiale de l'Environnement et du Développement.

Autre impact de "l'opération Vanoise", son succès met en appétit certains responsables d'associations de protection de la Nature qui testent leur propre impact sur des politiciens professionnels toujours prêts à ratisser des voix. Certains militants se risquent même à devenir candidats sous l'étiquette inédite à l'époque, de l'écologie. Ainsi les Alsaciens, premiers à s'engager à Marckolsheim ou Mulhouse. Ce contexte incite les journalistes spécialisés à pousser aussi une pointe. Au printemps de 1973, mes confrères de l'AJEPNE me demandent d'organiser une rencontre avec des porte-paroles des partis politiques présents dans la campagne pour les élections législatives. J'en sollicite neuf dont les réponses sur les problèmes touchant à l'environnement se révèlent si décevantes qu'elles nous suggèrent de ne pas récidiver. L'occasion d'aller plus loin, plus efficacement, nous est fournie par la très grave maladie du président Pompidou qui avait créé le Ministère de l'Environnement quelques mois avant d'intervenir personnellement pour sauver la Vanoise. Sa fin prochaine est tellement évidente que lors d'une réunion du Conseil d'Administration de l'AJEPNE, je propose à mes confrères de présenter un candidat écologiste à la très prochaine élection présidentielle. D'abord abasourdis, ils s'enthousiasment vite et quelques mois plus tard, au lendemain du décès de

Georges Pompidou, avec quelques autres associations alertées, nous lançons pour la première fois au monde... un candidat dit "écologique" à l'époque, à l'assaut de l'Élysée : l'agronome Tiers-Mondiste René Dumont qui rafle 340 000 voix avant d'aller malgré le désaccord formel voté par notre Comité électoral, au Q. G. de François Mitterrand à la Tour Montparnasse (horreur anti-écologiste !) annoncer au candidat socialiste qui s'y attendait, qu'il votera pour lui au deuxième tour. Ce qui ne lui a pas suffi pour vaincre mais un détail ne lui a pas échappé ainsi qu'à l'autre finaliste Valéry Giscard d'Estaing : le nombre de voix écologistes est l'équivalent de la différence entre les scores du gagnant et du perdant au second tour. De quoi mieux expliquer les discrètes démarches de certains messagers du Parti Socialiste venant dès les premiers jours de campagne, nous demander avec un aimable sourire, de retirer avant même le premier tour, la si amusante et sympathique candidature écologiste.

### Les associations secouées puis divisées

Événement détonateur, cette candidature secoue le monde associatif encore un peu timoré. Au point que dans le souci de rester à l'écart de la politique politicienne, la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature sollicitée avant l'ouverture de campagne, refuse de soutenir la candidature de René Dumont. Par la suite, elle travaillera souvent en synergie avec les écologistes politiques en leur fournissant même comme candidats, certains de ses meilleurs militants, notoires professeurs de Facultés. Exemple, l'un des présidents d'honneur de la puissante Fédération devient l'un des plus actifs députés européens "verts". Dans le même temps, les "écolo-politiques" tentent de vaincre leur allergie au mot "parti" par étapes. Dès 1974, une fois vidées les urnes, est créé le "Mouvement écologiste" puis des structures de circonstances : "Ecologie 78", "Paris Ecologie", le MEP (Mouvement d'Écologie Politique) (le mot est lâché !) qui fusionne avec la "Confédération Écologiste" pour créer les "Verts" en 1983.

Fragile planète provisoire aujourd'hui éclatée entre un nouveau "Mouvement Écologiste Indépendant" d'Antoine Waechter et ce qui reste des "Verts" où l'accueil permanent des déçus de toutes sortes (socialistes, communistes, PSU, etc...) a fini par faire pencher la majorité à gauche. C'est donc par fidélité à lui-même et à ses très anciennes convictions socialistes que son engagement tardif en écologie n'a jamais vraiment effacées, que sur fond de décor électoral, René Dumont choisit de soutenir ces "Verts" cuvée 1995 plutôt que les "Indépendants" qui comme leur titre l'indique, s'entêtent à se distinguer de tous les autres partis de gauche comme de droite, pour mieux revendiquer une vraie fidélité à leur idéologie originelle des années 70.

**La planète  
écologiste éclatée**

A quoi s'ajoute, également éclatée aujourd'hui, la formation "Génération Écologie" fondée alors qu'il était ministre de Michel Rocard, par Brice Lalonde, ex-animateur des "Amis de la Terre", participant à ce titre en 1974, à l'opération René Dumont. Depuis, candidat écologiste à l'Élysée et aux élections européennes suivantes selon une formule originale mieux comprise par la suite : il est l'une des trois "têtes de liste" néo-écologiste dite E.R.E. Chacun des trois récompensés par une poste ministériel lors de la constitution du gouvernement socialiste suivant. Enfin, créateur de "Génération Écologie" au titre décalqué sur "Génération Mitterrand" imaginé par un publicitaire, l'ex-ministre rocardien aujourd'hui chargé de mission par Édouard Balladur, se sent un peu seul aujourd'hui, abandonné par les principaux rescapés dispersés de son mouvement qui tente de survivre.

Après avoir presque atteint 5 % des voix lors de premières élections européennes malgré le mot d'ordre d'abstention des "Amis de la Terre", et dépassé 10 % lors des dernières, l'actuelle mosaïque de l'écologie politique vit 1995 comme un creux de vague mais en même temps, tous les autres partis, tous les autres candidats se proclament plus ou moins "verts", heureux d'être "contaminés" par les marginaux qui les ont surpris en 1974. C'est aux électeurs d'exiger de ceux qui seront élus, vrai ou faux, qu'ils en fassent la preuve. En attendant, depuis mai 74 à ne pas confondre avec mai 68, une colonne "Écologistes" figure bien ou mal, dans tous les tableaux de résultats électoraux. Elle devrait y rester jusqu'au XXI<sup>e</sup> siècle et même au-delà si l'on en croit les écologistes qui paraphrasent Malraux : "Le XXI<sup>e</sup> siècle sera écologiste ou ne sera pas."

Jean CARLIER